

Du parti de la droite au Parti chrétien-social

Un tour de force réussi

Quel est ce parti, né en 1914 et qui s'affichant ouvertement comme étant de droite a conditionné durablement la société luxembourgeoise? Arrivé au pouvoir en 1919 grâce au suffrage universel, il ne le quittera plus à l'exception de quelques brèves éclipses. Épris de sécurité, il essaiera de façonner le peuple luxembourgeois à son image. A son berceau se trouvèrent le "Luxemburger Wort" et le "Vereinskatholizismus", cette multitude d'organisations catholiques, qui constituèrent un réservoir intarissable pour abreuver cette formation politique en membres.

Épris d'ordre et de sécurité, il sauva le trône en 1918/19 et empêcha l'avènement de la République en faisant appel à la force armée française. La crainte du désordre et du bolchévisme lui feront réitérer l'appel à ces mêmes forces armées en 1921, cette fois-ci non pour sauver les intérêts de la monarchie, mais ceux des maîtres des forges luxembourgeois, belges et français. S'inspirant des encycliques papales, il empêcha avec succès l'avènement d'un Etat laïque et garantit à l'Eglise catholique une hégémonie sans pareil au sein de la société luxembourgeoise. Animé par l'anticommunisme, il salua l'arrivée au pouvoir de Hitler et initia la loi d'ordre. Tenté par l'autoritarisme – l'austrofascisme – dans ces mêmes années trente, il fit planer de lourdes menaces sur la démocratie. Sa dérive autoritaire fut freinée par une faible majorité de Luxembourgeois plus épris de démocratie que d'ordre et de sécurité. Antisémitisme dans l'entre-deux-guerres, arabophobe depuis 1945, champion de l'atlantisme et de l'intégration européenne, dirigeant tous les gouvernements depuis l'instauration du suffrage universel, à l'exception des années 1925-26 et 1974-1979, il colonisa l'appareil d'Etat, figea la société luxembourgeoise et empêcha sa modernisation sur le plan des valeurs.

Un essai de définition: La droite, c'est quoi ?

Pour tout ce qui touche au champ politico-idéologique de l'histoire contem-

poraine – même luxembourgeoise – il faut franchir la frontière et revenir à la Révolution française. Le terme "droite" apparaît en effet au début de la Révolution française. L'épisode fondateur est bien connu: le vendredi 28 août 1789, l'Assemblée nationale constituante débat de la question du veto royal. A droite du bureau du président se groupent les constituants favorables

Au début ni la fondation du parti social-démocrate en 1902, ni la constitution de la "Ligue libérale" ne suscitent en réponse la création d'un parti catholique structuré.

à ce veto, c'est-à-dire les partisans de pouvoirs étendus dévolus au souverain dans le cadre de cette monarchie constitutionnelle en gestation; à gauche se trouvent ceux qui sont hostiles à une telle extension. La Révolution française a donc une fonction d'enfantement de cette disposition duale du débat de la Cité.

Des réponses à la question du droit de veto dévolu au roi dépendirent selon l'historien français Jean-François Sirinelli, spécialiste des droites, "les grands mûles des idéologies, cultures et sensibilités des droites, déterminant la place de Dieu et de la religion, l'émancipation de l'individu ou son identité communautaire, la nature et les limites de la

sphère politique comme de l'espace qui devait échapper à celle-ci, qu'on l'appelle société, société civile ou univers de l'individu."¹

Pour Jean-François Sirinelli, la perméabilité des frontières permit que le couple droite-gauche connut ensuite, au fil du XIXe siècle, une fortune politique hors de nos frontières comme vocabulaire exporté. Ainsi au sein de régimes parlementaires naissants ou confirmés, l'acculturation se fera progressivement: au Danemark, par exemple, les appellations gauche et droite apparaissent en 1870 et il en est de même en Norvège en 1882, en Suède en 1910, avec la création d'un parti de droite, tout comme au Luxembourg en 1914. Nous voilà donc retourné au sein des frontières du micro-Etat luxembourgeois. D'autres historiens français du début du XXe siècle s'interrogèrent sur la bipolarité droite-gauche. Le politologue André Siegfried propose une définition de la droite et de la gauche qui peut servir à l'étude de la droite luxembourgeoise: "Appartient à la coalition de droite, tout ce qui s'appuie directement ou indirectement sur l'église et le château. Appartient au contraire à la coalition de gauche, tout ce qui est combattu, directement ou indirectement, par l'église et le château. L'idée directrice est de chercher toujours sur qui on s'appuie et par qui on est combattu. Voilà en politique, ou réside la suprême réalité." André Siegfried tempère et enrichit cette définition en ajoutant: "J'ajoute qu'il y aurait lieu de concevoir une autre division...

basée celle-ci sur l'attitude des partis au point de vue social" Albert Thibaudet lorsqu'il se penche en 1932 sur les idées politiques de la France distingue dans le *Parlement idéologique*, "six travées": le traditionalisme, le libéralisme, l'industrialisme, le catholicisme social, le jacobinisme et le socialisme. Il note que les 3 premiers fonctionnent plus ou moins à droite, tandis que la démocratie chrétienne, si elle démarre vers la gauche, éprouve quelque difficulté à s'y maintenir. Dès lors restent à gauche le courant qui demeure dépositaire de la Révolution française et celui qui prend en charge la "révolution sociale".

François Goguel déclinait en 1946, dans *La politique des partis en France*, sept décennies d'histoire à travers les rapports entre le parti de l' "Ordre établi" et celui du "Mouvement" pour ajouter une dimension supplémentaire: "La politique, ce ne sont pas seulement des idées et des intérêts, mais aussi des tempéraments, car derrière le premier plan des idées et des intérêts il y a un arrière-plan des sentiments, des affirmations presque instinctives, en tout cas irrationnelles, sur le sens de la vie, la nature de l'homme, les fins des sociétés. Cet arrière-plan est beaucoup plus stable et beaucoup moins contingent que le plan des idées."

Les cléricaux agrariens, chrétiens sociaux d'avant 1914

Qu'en est-il de la droite luxembourgeoise avant l'introduction du suffrage universel? A l'âge des notables et des régimes censitaires, la vie politique n'est le fait que d'une minorité restreinte. La notion de parti n'existe pas véritablement. Le mot désigne un courant d'opinion, une famille d'esprit et, tout au plus, des comités constitués à l'occasion des consultations électorales.

Il n'y avait donc pas, à proprement parler de parti catholique, même si au parlement il y avait un groupe de députés se réclamant de cette tendance. Les membres de ce groupe d'opposition de 17 députés sur un total de 51 en 1912, élus au suffrage censitaire, proviennent essentiellement des cantons ruraux. Ce sont des notables qui se groupent autour de personnalités, tel un Emile Prüm de Clervaux ou un Philippe Bech de Grevenmacher.

Au moment des élections, les candidats catholiques sont le résultat d'une double influence: cooptation par les gens en place ou recommandation par l'Eglise.

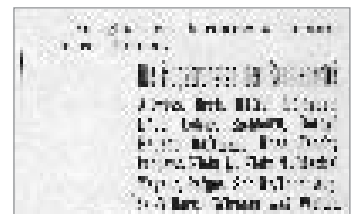
La "Luxemburger Zeitung" distinguait en 1902 au sein de la "réaction" deux courants: les clérico-agrariens et les chrétiens-sociaux. A la tête des clérico-agrariens on trouve selon ce journal, Emile Prüm, Joseph Brincourt et Philippe Bech. Quant à Emile Reuter il fut classé avec le docteur A. Kayser et Auguste Thorn comme appartenant au courant des chrétiens-sociaux.

Au début du siècle Emile Prüm essaya en vain d'introduire le concept de "parti catholique" ou "parti populaire catholique" ("Katholische Volkspartei"). Ni la fondation du parti social-démocrate en 1902, ni la constitution de la "Ligue libérale" ne suscitent en réponse la création d'un parti catholique structuré.

En 1908, François Mack préconise encore vainement l'organisation du cou-

rant de droite en formation politique, à côté des organisations du "Vereinskatholizismus": "Sollen die nächsten Wahlen keine Enttäuschung bringen, so muss vor allem die katholische Partei regelrecht organisiert werden. Auf diesem Gebiet hat bei uns beinahe alles zu geschehen. Neben unsern katholischen Aufklärungsarbeiten, Volksverein, Arbeitervereinen, brauchen wir eine festgefügte politische Partei."²

En 1911, il décrit l'organisation et les tâches du parti à construire, qui pourra s'inspirer du "Zentrum" allemand, de la "Christlich-soziale Vereinigung" en Autriche, du "parti catholique" en Belgique ou du "parti irlandais" en Angleterre. Selon Mack, il s'agit avant tout de donner plus de cohésion à la fraction parlementaire de la droite qui devra se laisser guider par un programme politique contraignant. La fraction parlementaire devra comprendre, en dehors des adhérents intransigeants du Volksverein, les autres courants de la droite



pour autant qu'ils soient épris d'ordre et d'autorité. Tous ces courants pourront cohabiter au sein d'un parti dont l'appellation officielle sera "La Droite":

"Die Aufgaben dieser Partei sind: Die Bildung von Wahlkomitees, die Aufstellung von Kandidaten, die Betreuung von Wahlagitation, die Bestimmung von Wahltaktik, die Bestimmung der Stellungnahme der Abgeordneten in der Kammer bei einzelnen Fragen, die Bildung einer geschlossenen Fraktion in der Deputiertenkammer, die Aufstellung eines politischen Programms und die Entscheidung in allen Streitfragen rein politischen Charakters. Die politische Organisation muss ein doppeltes umfassen: Eine Organisation ausserhalb des Parlamentes, die besonders die Wahlen zu leiten hat und die katholischen Wähler restlos zu erfassen sucht. Die Organisation innerhalb des Parlamentes, d.h. die eigentliche Fraktion, die nicht allein die strammen Anhänger des Volksvereins, sondern auch die gemässigten Elemente umfassen würde, soweit sie auf dem Boden der christlichen Gesellschaftsordnung und der Autorität stehen und dem Umsturz und dem Kulturkampf abgeneigt sind. Diese Fraktion, der wir Katholiken uns anschliessen hätten, würde darum meines Erachtens am besten die offizielle Bezeichnung Partei der Rechten (la Droite) annehmen."³

La naissance du parti de la droite

La naissance du parti de la droite a lieu dans le climat d'un "Kulturkampf". La majorité recueillie par la loi scolaire de 1912 (34 voix pour, 17 contre, 1 abstention) convainc les plus clairvoyants de la droite de la justesse des analyses de François Mack.

Le parti de la droite est fondé le 16 janvier 1914, au Volkshaus à Luxembourg. A la réunion constitutive participèrent des représentants de la presse catholique, du "Volksverein" fondé en 1903 et les députés du "parti populaire catholique" ("Katholische Volkspartei"). Ce sont les statuts du "Schweizerische Katholische Volkspartei" qui inspirent ceux du nouveau parti.

Sur le choix du nom du parti, Pierre Dupong écrit en 1917 que le nom de parti catholique populaire est aban-

donné pour celui de "parti de la droite" et ceci dans le souci de ratisser plus largement dans l'électorat de droite: "Als Parteibezeichnung war anfänglich der bereits vielfach gebrauchte Name Katholische Volkspartei vorgeschlagen worden. In bewusstem Gegensatz zu dieser Bezeichnung wählte man indes den farbloser klingenden Namen Partei der Rechten. Es sollte dadurch zum Ausdruck gebracht werden, dass die Partei auch an die Mitarbeit von Nichtkatholiken appelliert."⁴

Si les points cardinaux des partis de gauche furent, selon Dupong, la déchristianisation des institutions étatiques et la réalisation de l'Etat laïque, le parti de la droite qui se fonde sur les principes "christlich, konservativ, sozial, freiheitlich" est la négation des valeurs de la gauche.

Jean-Marie Mayeur décrivant la naissance des partis catholiques européens insiste sur deux particularités communes à tous ces partis. Ce sont avant tout des partis de défense religieuse et ils sont tributaires du Vereinskatholizismus:

"Si à leur origine, ces partis sont des partis de défense religieuse, désireux d'assurer la protection des droits de l'Eglise sur le terrain du droit commun, ils se donnèrent, selon des rythmes variables, un programme politique et social propre: ces programmes se réclamaient d'une philosophie politique et sociale, d'une conception de la cité inspirées par le christianisme. Il n'est pas sûr que des partis de simple défense religieuse aient pu trouver la durée.

En revanche, la référence à la conception de l'homme et du monde qu'affirme l'enseignement politique et social de l'Eglise apportera à ces partis le soutien, qui certes ne fut pas toujours constant ni total, de la hiérarchie et du clergé.

Surtout ces partis trouvèrent un vivier de militants et un personnel tout dévoué dans les œuvres et les associations si diversifiées qui se développèrent tout

particulièrement à partir de la fin du XIXe siècle. Cette observation conduit à nuancer une affirmation courante qui voudrait que les partis catholiques aient trouvé leur essor dans les régions de chrétienté, celles où aujourd'hui encore la pratique religieuse est particulièrement fervente. En fait la vitalité religieuse d'une région, condition nécessaire, n'est pas suffisante à faire naître un parti catholique. Non moins indispensable est l'existence d'un réseau d'associations, de mouvements qui encadrent la population dans ce *Vereinskatholizismus* essentiel dans l'histoire du catholicisme allemand, mais qui, en Vénétie comme en Flandre, connut une non moins remarquable fortune. Ainsi les partis catholiques furent-ils bien l'expression politique d'un catholicisme 'populaire' profondément enraciné dans un terroir, pour tout dire d'un catholicisme 'social' ".⁵

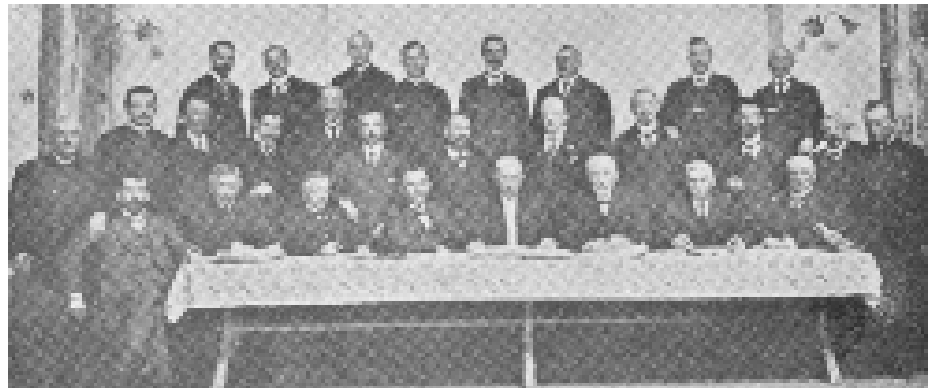
Analysant les courants qui traversent les partis catholiques européens, Mayeur distingue "catholicisme libéral, catholicisme intransigeant, catholicisme social et la démocratie chrétienne. Du catholicisme libéral, les premiers partis catholiques gardèrent les revendications fondamentales: l'acceptation des 'libertés modernes', la volonté de se placer sur le terrain du 'droit commun', en usant des institutions libérales et parlementaire. Au contraire, les catholiques 'intransigeants' souhaitaient fonder une 'société catholique' face à la sécularisation. Ils reprenaient de l'héritage du traditionalisme le refus de l'individualisme libéral, de l'Etat centralisé, l'aspiration à une société 'organique' fondée sur les corps et les associations. Ils surent, bien autrement que les catholiques libéraux, qui étaient des notables et des intellectuels, toucher les masses. "

Gilbert Tausch distingue deux fractions au sein de ce parti, qui ont des assises sociales différentes: "D'un côté les conservateurs agrariens c'est-à-dire les défenseurs des intérêts de l'agriculture et des valeurs traditionnelles et de ce fait étrangers sinon hostiles au monde de la grande industrie. Politiquement ces notables des campagnes se méfient du suffrage universel. De l'autre on trouve les novateurs, plus jeunes pour la plupart, gagnés par les idées chrétiennes sociales et la conviction que des réformes de société étaient nécessai-

res. Ils sont évidemment favorables au suffrage universel. Emile Prüm et Philippe Bech représentent la première tendance. Emile Reuter et Pierre Dulong la deuxième, le premier avec mesure, le deuxième avec fougue.”⁶ Gilbert Trausch va un peu vite en besogne en faisant de Pierre Dulong un “moderne”. Même si Dulong, inspiré par le Sillon de Marc Sagnier, prend en considération la question sociale, il est en beaucoup de points le continuateur d’une politique inspiré du traditionalisme catholique du 19^e siècle. Si les points cardinaux des partis de gauche furent, selon Dulong, la déchristianisation des institutions étatiques et la réalisation de l’Etat laïque, le parti de la droite qui se fonde sur les principes “christlich, konservativ, sozial, freiheitlich” est la négation des valeurs de la gauche. Dans “Die Partei der Rechten - eine politische Aufklärungsschrift”, publié en 1917, Dulong est un “Kulturkämpfer”. Il avoue clairement que les catholiques luxembourgeois ne sauraient accepter une législation qui irait à l’encontre de lois de l’Eglise. Si Dulong évoque les libertés, c’est avant tout pour défendre la liberté de l’Eglise catholique face à des lois, telle la loi scolaire qui est l’illustration du poison de l’anticléricalisme:

“Was ist heute in der politischen Arena grösseren Anstürmen ausgesetzt als die religiöse Freiheit, die Freiheit der katholischen Kirche und ihrer Einrichtungen? Die geistige Krankheit des Antiklerikalismus hat auch unsere innere Politik vergiftet. Nicht im freien Wettkampf der Ideen, sondern mit Hilfe der Staatsgewalt sucht dieser moderne Parteiautokratismus den Gegner zu unterdrücken. Das Schulgesetz vom Jahre 1912 ist ein Produkt dieses Geistes. Wer einmal den Faktor brutaler Macht im Kampf gegen politische Gegner eingesetzt hat, macht nicht halt bei der Unterdrückung des Gewissensfreiheit...”

Demgegenüber hielt die Partei der Rechten es für notwendig, hervorzuheben, dass Gesetzgebung und Verwaltung nie mit den Forderungen des christlichen Sittengesetzes in Widerspruch treten würden. Was von dem christlichen Sittengesetz im allgemeinen, das gilt von dem davon hergeleiteten Kirchengesetz im besonderen. Es ist nämlich eine von keinem das Staatswohl aufrichtig



Le comité du parti et le groupe parlementaire en 1917

suchenden Politiker, welches auch seine persönliche Stellung zum Christentum und zur katholischen Kirche sein mag, zu vernachlässigende Tatsache, dass die kirchentreuen Katholiken sich durch das christliche Sittengesetz derart für gebunden erachten, dass kein Staatsgesetz, sie davon entbinden kann. Jeder Staatsmann, der den bürgerlichen Frieden und damit die Grundlage eines gedeihlich staatlichen Fortschritts nicht vorsätzlich zerstören will, muss darauf achten, dass Gesetzgebung und Verwaltung nicht mit der Fundamentalanschauung des katholischen Volkes in Widerspruch treten. Dieser aus der angeführten Tatsache sich ergebende politische Grundsatz hat in unserem Lande umso höhere Bedeutung, als die Mehrheit unserer Bevölkerung katholisch und kirchentreu ist. “

Puis Dulong illustre ce que le principe “conservateur” veut dire pour lui. A



côté de la défense de l’Eglise, il s’appuie sur le château et fait du parti de la droite un garde-fou contre la révolution sociale. Belle illustration de la définition de Siegfried. Il dénonce la politique de déchristianisation des partis de gauche comme allant à l’encontre d’une conduite de l’Etat sage et conservatrice:

“Die Entchristlichungspolitik der Linksparteien ... verlor auch den alten Satz konservativer Staatsweisheit aus den Augen: Halte fest am Altbewährten, Historisch-gewordenen, solange nicht erwiesen, dass ein Neues das Volkwohl besser schützt. Diese Erwägung, die der Verfolgung eines gesunden Fortschritts nie widerstrebt, veranlasste auch die Partei der Rechten, gegen die antidynastischen Treibereien derselben Linksparteien Stellung zu nehmen. Sie lässt sie auch allerdings noch mehr im Reiche der Theorie gebliebenen sozialen Umsturzideen der Sozialisten entschieden ablehnen.. “

En 1919, la droite, remportera un succès éclatant (27 sièges sur un total de 48) lors des premières élections législatives organisées au suffrage universel. Succès qui lui permit de se hisser au pouvoir pour ne plus l’abandonner ensuite. Ce sont des hommes issus de ses rangs, Emile Reuter (1919-1925), Joseph Bech (1926-1937), Pierre Dulong (1937-1940) qui dirigèrent successivement les différents gouvernements. Le parti de la droite brisa le mouvement républicain et fit triompher la monarchie au referendum de 1919. S’il fut, comme parti d’opposition, à côté des ouvriers lors de la grève de 1917, il envoya comme parti de gouvernement la troupe contre les ouvriers en grève en 1921. Hanté par la lutte des classes, la division, obsédé par l’unité, il essaya de canaliser le mouve-

ment ouvrier par le biais des chambres professionnelles. Comme parti de gouvernement, il défendit, tout comme le parti libéral, les intérêts du patronat. L'interpénétration entre politique et économie se voit dans le nombre croissant de postes occupés par des membres influents de la "Rechtspartei" au sein des conseils d'administration des banques et trusts. Ce cautionnement du capitalisme fut violemment critiqué par le courant de l'extrême droite intégriste au sein du parti. L'influence de l'Église catholique au sein de ce parti était garantie par le prêtre politique Jean Origer (1877-1942) qui réunit à la fois les fonctions de directeur du "Luxemburger Wort", de député et de chef de la fraction parlementaire, et par Jean-Baptiste Esch, rédacteur au quotidien catholique. Le parti de la droite était au gouvernement de 1919 à 1925 et forma des gouvernements de coalition avec les libéraux et les radicaux-libéraux de 1926 à 1937, avec les socialistes de 1937 à 1945. Néanmoins ce parti n'était pas à l'abri de scissions. Ainsi en 1925 le parti de la droite perdit quatre députés de sa fraction parlementaire. Eugène Hoffmann forma le "Unabhängige Bauernpartei" ou "Unabhängige Rechtspartei" tandis que Loutsch et Kohner donnèrent naissance à l' "Union nationale indépendante". Prüm quitta le parti de la droite en mai 1918 et fonda le "parti national". Léon Müller qui avait été "Geschäftsführer" du parti de la droite à sa naissance et qui en 1921 devint rédacteur du "Luxemburger Wort", fonda en 1933 le "Volksblatt" et anima un mouvement d'extrême-droite d'inspiration rexiste. Lors des élections législatives de 1937 il fit cause commune avec Pierre Prüm. Candidats de la liste "démocratique", ils furent tous les deux élus à la Chambre des députés.

La dérive autoritaire de la droite pendant les années trente

Dans les années trente, la crise du libéralisme sur le plan économique allait de pair avec une crise des représentations en général, du libéralisme politique en particulier. L'antiparlementarisme ambiant dans les pays voisins, la montée des fascismes, la consolidation de l'Union soviétique, fragilisèrent le parti de la droite qui glissait vers la tentation autoritaire sous l'impulsion de

Jean-Baptiste Esch qui pourfendait à la fois le libéralisme économique et politique. Il prônait une société où l'Église jouerait un rôle hégémonique, où l'État serait religieux, où tous les domaines de la société seraient christianisés et tous les partis non chrétiens interdits. Les syndicats deviendraient obsolètes et les antagonismes de classe seraient étouffés par le corporatisme. Sur le plan idéologique Esch s'inspirait des enseignements des encycliques papales, en particulier de "Quadragesimo Anno" et de l'austrofascisme. Le débat autour de la "loi muselière" s'inscrit dans ce contexte. L'initiative de la "loi pour la

**Comme parti chrétien-social,
il témoigne encore plus
ouvertement de sa volonté de
s'inspirer du christianisme social et
de devenir un parti interclassiste.
Ce parti se veut patriotique,
chrétien-social, un parti populaire
animé par une politique sociale
et familiale prononcée.**

défense de l'ordre politique et social", dite "loi muselière" ("Maukorfgesetz"), revient au gouvernement Bech. Elle fut votée en avril 1937 par une majorité des deux tiers à la Chambre des députés. Elle se situait dans la droite ligne de l'invalidation de l'élection du communiste Zénon Bernard à la Chambre des députés (1934) et du refus du gouvernement de nommer le même Bernard échevin de la ville d'Esch-sur-Alzette en 1935.

Le parti ouvrier, les syndicats libres, les jeunes libéraux virent dans cette loi un instrument ne visant pas seulement à interdire un parti communiste faible, ne représentant aucun danger véritable pour le système, mais un premier pas vers un État corporatiste. Ils lancèrent une vaste campagne d'opinion contre la loi dite "muselière". Se croyant sûr de l'appui de la majorité de la population, Bech qui croyait que l'histoire allait se répéter (référendum de 1919), rechercha la caution populaire et soumit la question au référendum. A la différence de 1919, la population ne suivit pas le parti de l'ordre et se prononça contre la loi d'ordre à une faible majorité.

Le "non" à la loi muselière et la victoire du parti ouvrier aux élections de 1937 feront entrer les sociaux-démocrates au gouvernement et scellèrent le compromis historique entre la droite et la gauche.

Pierre Dupong, qui conduisit ce gouvernement, était préparé à une participation socialiste qu'il avait déjà pensée et anticipée en 1926 en écrivant ces quelques lignes prophétiques: "Il résulte des explications fournies, que si jamais une collaboration momentanée peut exister entre catholiques et socialistes, c'est lorsque les catholiques trouvent leur intérêt à cette combinaison, c'est-à-dire si les principes sont saufs et si leur politique peut, de cette façon, réaliser des progrès. Nous savons que les socialistes sont capables de tout sacrifice de principes. Il n'y a donc pas de danger de collaborer avec eux, si nous sommes assez forts pour imposer nos solutions."⁷

L'après-guerre

Comme tous les partis – à l'exception du PCL – le parti de la droite fit peau neuve après 1945. A l'instar des autres partis catholiques européens (Italie, Allemagne, Belgique ...), l'ancienne Rechtspartei se présenta d'abord comme LCV (Lëtzebuerger Chrëschtlech-sozial Volkspartei), puis comme CSV. Comme parti chrétien-social, il témoigne ainsi encore plus ouvertement de sa volonté de s'inspirer du christianisme social et de devenir un parti interclassiste. Ce parti se veut patriotique, chrétien-social, un parti populaire animé par une politique sociale et familiale prononcée. Pierre Dupong qui conduit le parti s'inspire fortement auprès de Jacques Maritain qui écrivit en 1942 dans "Christianisme et démocratie": "Mais ce qui importe à la vie politique du monde et à la solution de la crise de la civilisation, c'est de constater que la démocratie est liée au christianisme et que la poussée démocratique a surgi dans l'histoire humaine comme une manifestation temporelle de l'inspiration évangélique. Ce n'est pas sur le christianisme comme credo religieux et voie vers la vie éternelle que la question porte ici, c'est sur le christianisme comme ferment de l'espoir temporel des hommes; ce n'est pas sur le christianisme comme trésor de la vérité divine maintenu et propagé par l'Église,

c'est sur le christianisme comme énergie historique en travail dans le monde."

Au sein du parti continueront de cohabiter une aile conservatrice, porte-parole de la paysannerie et de la bourgeoisie, et une aile plus "moderne" qui a sa base géographique et sociale dans le bassin minier et surtout au sein du syndicalisme chrétien. La continuité dans l'après-guerre sera tout d'abord garantie par le tandem d'avant-guerre Bech et Dupong. Le père de la loi muselière, défenseur de la neutralité face à l'Allemagne nazie dans les années trente, n'aura aucune difficulté à abandonner celle-ci pour se faire le champion de l'atlantisme face au "péril rouge" ou "jaune". L'anticommunisme d'avant-guerre resservit dans le climat de guerre froide. Pierre Grégoire apporta tout son soutien à la Ligue mondiale anticommuniste WACL. Allié fidèle des États-Unis, le parti chrétien apporte au grand frère libérateur un soutien sans faille lors des guerres de Corée, du Vietnam et lors du renversement du gouvernement Allende par la CIA. Bech excelle dans le rôle d'un des pères fondateurs chrétiens-sociaux de l'Europe avec Adenauer, Schuman, Alcide De Gasperi. L'Europe commence à jouer le rôle d'une idéologie de substitution qui prend le relais d'un catholicisme social qui allait perdre peu à peu de sa nouveauté dans les programmes des chrétiens-sociaux.

Le parti peut toujours compter sur l'appui du quotidien de l'évêché "Luxemburger Wort", où l'antisémitisme de l'avant-guerre est relayé par une judéophilie sans faille et une arabophobie exagérée. Les abbés Turpel et Heider-

scheid exercent un contrôle vigilant sur les orientations idéologiques du parti. C'est sous la pression de l'abbé Heiderscheid que le parti, retourna se ressourcer dans l'opposition en 1974, pour abandonner, pendant 4 ans les affaires au POSL et au DP. Le LW orchestra des campagnes violentes contre le gouvernement libéral et socialiste quand il crut menacés les fondements de la civilisation chrétienne. Les successeurs de Bech et Dupong, Pierre Werner et Jacques Santer jouent au pères tranquilles et veillent à ce que la vie politique au Grand-Duché reste un petit fleuve tranquille.

Force tranquille, le CSV impose au Luxembourg la tranquillité forcée.

La vie politique luxembourgeoise est marquée par une remarquable stabilité. Le parti chrétien-social est le parti de gouvernement par excellence (à l'exception de la période 1974-1979). Les premiers ministres issus de ses rangs (Pierre Werner, Jacques Santer), à tonalité paternaliste et consensuelle, jouent à merveille sur le registre du père de la nation et érigent l'art du consensus comme forme suprême du jeu politique luxembourgeois. Jean-Claude Juncker, premier ministre depuis 1995 substituera à la figure du père tranquille celle du gendre grincheux et arrogant. Friand adepte de la culture de débat et du franc parler, il prendra la relève de Jacques Santer à un moment où les premières fissures du modèle luxembourgeois deviennent visibles.

Qui dit démocratie parlementaire dit alternance. Or l'alternance au Grand-Duché de Luxembourg a consisté seulement à échanger le partenaire de coalition du PCS. Le PCS aura gouverné pendant presque un siècle, tantôt avec les socialistes, tantôt avec les libéraux. Occupant toujours les postes clefs du gouvernement et plus spécialement les ministères "idéologiques" (culture, enseignement), il arrivera toujours à affaiblir son junior partner.

Force tranquille, il impose au Luxembourg la tranquillité forcée.

Il réussit le tour de force qu'au début du XXI^e siècle, l'Eglise catholique bien qu'exsangue, bénéficie du même statut au sein de la société luxembourgeoise qu'aux temps où elle était encore vigoureuse. La loi scolaire de 1912 ne fut jamais amendée dans le sens d'une école véritablement laïque. En ce sens ce parti est resté ce qu'il était à sa naissance: un parti de défense religieuse. La libéralisation timide de l'IVG s'arrêta en 1974. La libéralisation des drogues douces reste taboue de même que le sujet d'une réforme du code de la nationalité n'est pas mis en chantier. Le PCS continue à bloquer toute discussion sur le droit du sol, sur l'obtention de véritables droits politiques pour ceux que l'on appelle concitoyens étrangers. Le PCS reste fidèle à ce qu'il fut à sa naissance en 1914: un parti conservateur épris d'ordre et de sécurité. Bref un parti de droite.

Lucien Blau

L'auteur est historien. Il a publié en 1998 aux éditions Le Phare sa thèse de doctorat ayant comme sujet l'histoire de l'extrême droite au Luxembourg au XX^e siècle.



"Wandel in der Kontinuität": Emile Reuter, Joseph Bech und Pierre Werner

¹ Jean-François Sirinelli, *Histoire des droites en France, Politique*, pp XII-XIII

² *Das Luxemburger Volk 1908*. S. 186, cité dans Emil Schaus, *Ursprung und Leistung einer Partei*, Sankt Paulus Druckerei 1974.

³ *Katholische Männer heraus ! Politisches von Fr. Mack*. St. Paulus Gesellschaft 1911, S. 17-22.

⁴ P Dupong, *Die Partei der Rechten- eine politische Aufklärungsschrift*, St. Paulus Druckerei 1917.

⁵ Jean-Marie Mayeur, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne XIXe-XXe siècles*, Armand Colin, Paris 1980.

⁶ Gilbert Trausch, *Pierre Dupong et les débuts du christianisme social et démocratique au Luxembourg*, LW 1985, Nr. 251 (31. Oktober) p. 35.

⁷ cité dans Pierre Grégoire, *Vie et carrière de Pierre Dupong Ministre d'Etat*, Imprimerie St. Paul, 1985, p. 82.